

URGENCE

NOTRE HOPITAL EN DANGER



En nous rassemblant sur le département, avec les collectifs d'usagers et le soutien de la population, nous continuons d'exiger, comme d'autres le font partout en France, l'abrogation de la loi santé et du décret d'application des GHT (Groupement Hospitalier de Territoire). Ce décret est issu d'une loi qui n'a pas écouté les personnels des hôpitaux. L'obligation d'adhérer à un GHT pour chaque établissement public de santé modifie radicalement le pilotage des activités de soins. Les établissements des Yvelines ne sont pas épargnés, ceux de taille moyenne perdent toute capacité de choix et d'orientation stratégique, ce qui interroge sur l'égalité de l'accès aux soins. Les outils pour mettre en œuvre les 16 000 suppressions de lits et les 22 000 suppressions de postes sur le territoire sont donc aujourd'hui disponibles pour aggraver l'austérité. Nous dénonçons, la mise en œuvre de ce texte sous-couvert d'économies « nécessaires ». Le décret crée des instances minimales de dialogue pour les élus, les usagers et les personnels qui resteront seulement informés des décisions prises de concert par les ARS (Agence Régionale de Santé) et les directions.



La psychiatrie de proximité est abandonnée alors que la société fabrique de la violence sociale et un chômage de masse à un niveau jamais égalé. Nous dénonçons le risque de mobilité accru des personnels et l'inévitable « plan social » hospitalier qui mettra une pression énorme sur les agents des hôpitaux publics, sur leurs missions et sur leurs conditions de travail... Opposés à cette loi, nous sommes porteurs d'une autre réforme d'ampleur pour la mise en place d'un grand service public de santé et d'action sociale, sortant du tout comptable et de la réduction de l'offre de soins. Nous revendiquons une réelle et libre expression des personnels sur les sujets qui les concernent au quotidien, dans leur vie au travail, par le biais de leurs représentants syndicaux, élus ou mandatés, alors que pendant ce temps, le secteur privé lucratif de la santé continue, sur le dos de la Sécurité Sociale, à rémunérer des actionnaires de la santé et une médecine « libérale » insatiable !!! Les médecins hospitaliers doivent nous rejoindre, comme certains l'ont déjà fait, nous savons que beaucoup d'entre eux subissent le diktat de leur direction, alors c'est le moment de passer à l'acte, maintenant !



La mise en place des GHT aura pour conséquences :

- La fermeture de nombreux services ;
- Un éloignement des lieux de soins ;
- Une réorganisation du sanitaire vers le médico-social ;
- Une concentration des pouvoirs et des lieux de décisions ;
- De la mobilité forcée pour un certain nombre de personnels ;
- Une diminution de la démocratie sanitaire et de l'expression collective ;
- Les personnels médicaux seront mutualisés au sein du GHT ;
- La perte d'autonomie des établissements dépendant de l'établissement qui dirigera le GHT ;

Oui, l'heure est toujours à la contestation et nous mobilisons pour empêcher que les effets

néfastes de la loi et du décret ne pénalisent plus encore les usagers, les patients et les personnels.

Alors que le gouvernement tente en ce moment de passer en force, contre l'avis des salariés, sa réforme d'un code du travail de plus en plus favorable au patronat, la même dynamique existe en matière de politique de santé ! La mobilisation de toutes et tous est donc nécessaire.

Nous maintenons nos revendications :

- Abrogation de la loi santé et retrait du décret GHT ;
- Des moyens supplémentaires pour la santé et l'action sociale ;
- Pour un grand service public de santé et d'action sociale public ;
- Retrait de la loi Travail.

GREVE LE VENDREDI 10 JUIN 2016

MANIFESTATION A VERSAILLES

11h00 - DE LA PREFECTURE A L'ARS

Nous sommes tous concernés, la population, les patients, les personnels. nous laissons pas déposséder de l'aménagement de notre système de santé. Refusons la diminution de l'offre soin dans le secteur public ! Par ses restructurations, la mise en place des est aussi une attaque en règle contre l'emploi. Venez nombreux à Versailles pour la défense d'un service public hospitalier de qualité et de proximité.



Ne
de
GHT

LUTTER ou SUBIR
IL FAUT CHOISIR